

# PAUVRETE ET STRUCTURATION DE LA FAMILLE DANS LA VILLE DE KISANGANI

Alexis-Toussaint KAWAYA YUMA LOMBE et Papy KOLONGO NGUMA

*Enseignants et Chercheurs aux  
Départements d'Anthropologie et de sociologie  
Université de Kisangani (RDC)*

---

## RESUME

*Les multiples crises que traverse la République Démocratique du Congo (RDC) ont un impact sur l'organisation sociale de ménages.*

*En effet, la restructuration de la famille dans la Ville de Kisangani pendant la récession socio-économique conduit les ménages à se restructurer différemment selon leur statut que la perte de pouvoir d'achat leur fait subir. Même les ménages finissent par élargir leurs cellules familiales dès que se contractent les contraintes de budgets familiaux et/ou l'augmentation de revenus.*

*Pour analyser ce phénomène, nous avons procédé par une observation désengagé qui a été complétée par la documentation. Notre enquête s'est déroulée à deux temps durant les années 2016 et 2017.*

**Mots clés :** Nucléarisation familiale, pauvreté, ménage, récession économique, restructuration, Ville de Kisangani

---

## Introduction

Reprenant le thème majeur contenu dans les théories de la modernisation en sciences sociales au début du 21<sup>ème</sup> siècle René KIBANZA (2012) retient le paradigme de la modernisation et dit que « au cœur de différentes théories qui s'y rattachent se trouve une idée forte largement économique conduit toutes, à savoir ». Le développement économique conduit et conduira, de manière universelle, à une transformation des modèles familiaux allant dans le sens d'une famille nucléaire à faible fécondité » (Vimard, 1998, p 81).

De nos jours, il y a lieu de considérer qu'un tel courant d'idées ne correspond probablement pas aux réalités de l'Afrique. Outre des bouleversements spectaculaires que l'Afrique a connus dans beaucoup de secteurs, nous pensons qu'il ne convient pas de croire que seule l'Europe a pu transformer ses structures sociales, qui d'ailleurs, ne sont pas allés en profondeur de l'armature de la société européenne. Des crises avaient plombé les économies de beaucoup de pays et porté un véritable coup de massue aux efforts qu'ils avaient déjà accomplis dans plusieurs domaines : santé, éducation, transport, communication. Parce que les structures familiales sont la véritable armature des sociétés traditionnelles et modernes Africaines (LOCOH, 1993, p.14).

En ce qui concerne la situation africaine, il convient de noter que les transformations de ses structures familiales subissent d'importantes conséquences dont la confusion entre la structure du ménage de celle de la famille (voir René MWANIA K, op.cit, p.71).

La R.D.C a connu des changements importants des structures familiales suite aux innovations socioéconomiques apportées par la colonisation : la famille élargie a cédé le pas à une tentative de nucléarisation de l'institution familiale.

Nous ne pensons pas que la crise économique pourrait permettre une structuration de la famille qui aille dans le sens de la nucléarisation familiale, surtout qu'il faut bien séparer deux réalités : le ménage et la famille, car, « il serait donc difficile, voire tout simplement impossible, que le modèle de transition démographique et familiale des autres continents soit identique à celui de l'Europe Occidentale (René MWANIA K, op.cit, p.7). Plusieurs décennies se sont écoulées sans que la quête de développement ait amorcé une quelconque transformation de manière universelle des modèles familiaux pouvant faire prévaloir la famille nucléaire avec toutes les caractéristiques que cette dernière comporte.

La Ville de Kisangani en R.D.C a cette particularité d'avoir subi des changements sociopolitiques importants. La crise socioéconomique n'a pas restructuré en profondeur l'idéal de son modèle familial qui n'est pas à confondre avec le ménage. Des familles restent, ici en ville, attachées à la solidarité comme forme de résistance à la crise. Une véritable résistance organisée par « des masses familiales » à travers diverses organisations et mutuelles aussi bien ethniques, familiales que socio professionnelles.

Nous poursuivons, dans la présente étude, l'objectif d'identifier les effets restructurant potentiellement les cellules familiales élémentaires (ici les ménage), du fait de leur appauvrissement' en période de crise économique et/ou encore, d'évaluer l'impact de la crise économique sur les structures des familles à travers les couches de la population des plus démunies dans la Ville de Kisangani à l'Est de la R.D.C. Selon René MWANIA K, « la structure des familles sera appréhendée à travers l'incidence et l'intensité de l'accueil des étrangers un noyau familial mesuré respectivement par la proportion de ménages étendus et la proportion des membres extérieurs au noyau familial. »

La pauvreté sera saisie à travers les indicateurs de ses différentes manifestations que sont le niveau d'instruction, les caractéristiques du logement, le niveau de revenu moyen du ménage.

Certes, le lien entre la restructuration familiale et la crise économique dans les villes africaines s'observe à plusieurs niveaux dans la trame sociale du vécu quotidien de ménages concernés. D'abord, la crise économique appauvrit les ménages vulnérables ; la résistance à cette permanence de crise produit un élargissement des structures familiales à travers des pratiques de résistance. Parmi celle-ci l'on observe la mobilisation des familles dont les membres s'unissent et les ménages s'élargissent (en niant ainsi le processus de leur nucléarisation). Cette évidence est vécue dans la Ville de Kisangani à l'instar d'autres villes (grandes, moyennes ou petites) en Afrique.

Il faut noter, par ailleurs, que la restructuration des familles a beaucoup d'autres causes que l'unique crise économique. L'agglomération de Kisangani (alors Stanley ville) subit des restructurations successives passant des familles élargies aux ménages (début de l'industrialisation, donc de semi- nucléarisation) à la vague du retour aux familles élargies. Phénomène historiquement daté, la restructuration des structures familiales a connu ces derniers temps à Kisangani des fortunes à géométrie variable.

Comment pouvons-nous mener une observation de faits attestant la crise économique dont les effets provoquent des stratégies que les ménages déploient dans la Ville de Kisangani en vue de résister à la crise économique en République Démocratique du Congo. Survolant les travaux des économistes, René KIBANZA M, se pose la même question que nous : « la nucléarisation des structures familiales en ville pendant la crise socioéconomique s'opère-t-elle par le haut ou par le bas de l'échelle sociale ? »

En tout cas, pour la Ville de Kisangani la crise socioéconomique a produit une restructuration transitoire encore inachevée de dénucléarisation familiale comme stratégie à base culturelle pour lutter ou atténuer les effets de la crise économique.

Cette étude est structurée en deux points, outre l'introduction et la conclusion. Le premier point porte sur les théories générales sur la restructuration familiale face à la crise économique et le deuxième, sur la présentation des résultats.

## **1. THEORIES GENERALES SUR LA RESTRUCTURATION FAMILIALE FACE A LA CRISE ECONOMIQUE, CHAMP D'ETUDE ET METHODOLOGIE**

### **1.1. Théories générales sur la structuration familiale**

Déjà vers les années 30 et même bien avant pour certaines villes minières, les structures familiales connurent des transformations évidentes liées surtout à une urbanisation typiquement coloniale : d'une part des familles résidentielles Européennes (larges parcelles et peu d'occupants) de haut standing et d'autre part, des familles résidentielles Africaines (des cités résidentielles indignes dont la massification de baraquements, souvent en pisé ou en semi durable, ressemblait à un quelconque bidonville. Plus tard, après l'indépendance en 1960, la situation des familles résidentielles en République Démocratique du Congo ne fut guère aisée. Des vagues des populations rurales déferlèrent sur les villes (aussi bien la capitale Kinshasa que les principales villes moyennes). Certes, la longue évolution de la famille résidentielle urbaine de Kisangani a montré qu'à travers différentes transformations économiques (du régime salarial à la débrouillardise pour la plupart des ménages), la structure familiale a dû subir la crise économique aux conséquences sociales dramatiques.

Ceci s'illustre bien durant les années 80/90 qui ont marqué pour l'Afrique l'avènement des politiques d'ajustement structurel dont les résultats furent désastreux aussi bien économiquement que socialement. Selon P. VIMARD (1998, p.92) durant les années de crise économique, l'Afrique s'est singulièrement caractérisée par l'accueil de parents extérieurs à la famille biologique du chef de famille. Cet auteur attribue ce comportement

altruiste de ménages Africains à la nécessité d'activer des réseaux de solidarités mis-en mal par la crise et faire face aux difficultés que cette crise engendre.

Tout ceci est évident par rapport à ce qui fut vécu par des ménages dans la Ville de Kisangani durant cette période d'application des politiques d'ajustement structurel en R.D.C (alors Zaïre).

Il faut noter surtout qu'au cours de cette période il y eut l'accroissement des membres des ménages monoparentaux ayant souvent à leur tête une femme. Ceci révèle l'instabilité conjugale très accrue liée aux problèmes économiques dont celui de l'incapacité pour les hommes, privés du travail<sup>1</sup>, de remplir leur devoir de mari (ou de prendre en charge les dépenses du foyer).

L'on comprend facilement comme le note P. VIMARD (ibidem) qu'il y ait dans ces conditions un recul assez considérable de la nucléarisation des ménages concomitante au rôle croissant des femmes dans la structuration familiale et sociale.

Mais, dit René MWAMA KIBANZA (idem p.79) il ne faut pas que cette tendance de l'évolution familiale masque de changements spécifiques et divergents dans les différentes couches de la population : progrès de la famille nucléaire dans les couches ayant une bonne assise économiques, présence croissante de la famille monoparentale dans les couches sociales à revenus modestes.

Comment faut-il alors interpréter ces évolutions discordantes de la structure familiale en Afrique ?

Sont-elles le fait de la crise que le continent a connue à la fin de la décennie 70 ou seraient-elles au contraire des étapes obligées dans la marche en avant qui les conduit vers la nucléarisation ? (René MWANIA KIBANZE, p.79).

En voulant évacuer l'aspect culturel de l'explication sur le sujet de la nucléarisation des structures familiales en Afrique, les théoriciens de la crise de modernité contraignent, les faits aussi clairs et évidents sur cette question. La solidarité, dernier repère existentiel des communautés en Afrique (en déchirure économique et crises sociales permanentes), constitue le déni de la nucléarisation familiale en tous points de vue.

Y a-t-il crise de modernité et/ou crise de solidarité dans la structuration familiale pendant la crise économique ?

Notons de prime abord que les structures familiales ont la capacité de résister aux chocs externes tels que ceux liés à la crise économique. Cependant, nous pouvons nous interroger sur les conséquences de ces chocs sur les structures familiales, même plus fondamentalement sur la façon dont elles les absorbent. En d'autres termes, chercher à

---

<sup>1</sup> Parmi les conséquences sociales du P.A.S. en Afrique et spécifiquement pour la RDC (ex- Zaïre), il y a lieu de mentionner des licenciements massifs de fonctionnaires et agents de l'Etat. Cette opération fut connue sous le vocable de « l'assainissement » ( de l'économie ?) ou plutôt de travailleurs, or, tout fonctionnaire qui était licencié était reconnu « assaini » (sic).

comprendre les mécanismes de résilience que ces ménages adoptent dans leur lutte contre ces chocs. Car, s'agissant de la structure familiale, sa capacité d'absorption des chocs dus à la crise économique dépend de plusieurs facteurs : l'aptitude à mobiliser des ressources supplémentaires (financières et humaines), aptitude qui varie d'un ménage à un autre, selon le capital social qu'il possède (importance de l'éventail des réseaux de relations extra familiales) ; selon également les actifs physiques et humains du ménage et des possibilités de les valoriser sur le marché (ou bien des opportunités que le marché offre aux ménages pendant la période de crise en vue de valoriser leurs actifs).

A ce propos, P. VIMARD (op.cit, p. 92) estime que « les groupes possédant la plus forte assise économique, de par la disposition d'un patrimoine foncier ( en tant qu'agriculteur indépendant), d'un statut de salarié ou d'une profession libérale, affirment la plus grande cohérence familiale ( avec une cellule nucléaire stable et une solidarité active entre parents). Par contre, les groupes qui subissent le plus durement les effets d'une situation économique précaire (professions de l'artisanat et du commerce appartenant souvent au secteur informel), paysans sans terre, individus sans revenu fixe ou inactifs) sont les plus marqués par un certain émiettement familial (avec un effectif des personnes vivant seules et de familles nucléaires incomplètes plus important et un moindre accueil des apparentés ».

C'est dans cet ordre d'idées que René MWANIA KIBANZA (op.cit, p.80) dit que « pour maintenir leurs familles dans la bonne organisation habituelle (famille étendue), les personnes qui bénéficient d'une bonne situation économique ont une pluralité des choix (ou des possibilités qui s'offrent à elles). Elles peuvent notamment puiser dans leurs économies placées en banque en période de conjoncture économique prospère. A défaut, elles peuvent céder leurs actifs financiers, se dessaisir d'une partie de leurs biens meubles et immeubles, voire faire appel à leurs amis, à leurs fidèles de leurs églises, les membres de leurs tontines. Ce faisant, elles pourraient éloigner le spectre de l'émiettement de leurs familles. Il peut arriver que ces différentes solutions ne suffisent pas et que la menace continue de peser sur l'existence du noyau familial. Il ne restera plus qu'à se séparer des membres extérieurs au noyau familial en commençant par ceux dont la parenté serait la plus éloignée, fils et fille d'un ami, cousin d'un gendre éloigné...Il ne s'agit pas d'une rupture ni d'un choix mais d'un fait ».

## **1.2. Cadre d'étude et méthodologie**

Le cadre choisi pour cette étude est la Ville de Kisangani, capitale politique et administrative de la Province de la TSHOPO (issue de démembrement de la province Orientale à la suite du découpage territorial national Congolais). La Ville de Kisangani est située à l'Est de la R.D. Congo, elle arc-boute du fleuve Congo de part et d'autre en la coupant pratiquement en deux parties.

La ville de Kisangani se subdivise administrativement en six communes dont les performances socio-économiques diffèrent les unes des autres. L'étude actuelle porte sur trois communes : MAKISO, TSHOPO et MANGOBO.

La commune MAKISO compte 165917 habitants en 2015. Avec les deux autres ci-dessus citées. Cette commune est urbanisée et est le siège du gouvernement

provincial. On y dénombre presque la totalité des entreprises, des établissements financiers (banques) et d'enseignement supérieur ainsi que beaucoup d'autres services (administration, commerce, etc.).

Toutefois, les services sociaux y demeurent insuffisants, d'ailleurs, pour toutes les communes. Ainsi, l'approvisionnement en eau courante et la desserte en électricité pose de réels problèmes à la population urbaine de Kisangani (avec une véritable exacerbation pour les communes de MANGOBO et de la TSHOPO qui en sont souvent privées pour deux à trois mois à la suite de « délestages » intempestifs). C'est pourquoi les habitants de la commune TSHOPO et MANGOBO parcourent des longues distances, de fois à moto (loin), mais généralement à pieds pour puiser de l'eau soit dans la rivière TSHOPO ou du fond d'un puits situé dans leurs habitations à quelques mètres des installations sanitaires.

La situation de l'accès à l'électricité n'est pas satisfaisante non plus, les habitants de la ville recourant constamment à l'utilisation de la cire (ou bougie) pour s'éclairer. Mais, à la suite de cas récurrents des accidents que provoquent ces bougies (notamment des incendies avec pertes en vies humaines ou de dégâts matériels considérables) les habitants adoptent du matériel innovant chinois pour s'éclairer la nuit : les lampes torches. Les branches d'activité dans la ville de Kisangani varient énormément. Il faut rappeler que cette ville est par ses origines, aussi bien de la colonisation arabe qu'européenne, un lieu de rupture des charges. C'est le point d'intersection de nombreux trafics : fluvial, ferroviaire, routier et aérien.

Par cette condition même, historiquement datée, la Ville de Kisangani reste périphérique aux centres de production du capital productif en amont comme en aval des réseaux de circuits d'échanges commerciaux. Ce qui implique que le niveau de vie reste précaire. Il ne peut en être autrement comme le dit si explicitement BONGELI Y. : « la ville devient une ville bébé », c'est-à-dire une ville qui se fait nourrir par moment par la communauté internationale, une ville dont les infrastructures sociales de base (hôpitaux, écoles, marchés, bâtiments publics, universités...) sont réhabilitées à partir de l'aide extérieure » (BONGELI YEIKELO YA'ATO, l'Etat bébé, p.7 cité par YAAYA, la culture de la pauvreté à Kisangani, p. 87).

Aussi trouve-t-on concentrés des ménages pauvres dans la partie périphérique de la ville ainsi que dans les quartiers périphériques de chacune des trois communes que porte l'essentiel de cette étude (YAAYA, op.cit. p.60).

La topographie de la pauvreté urbaine ainsi esquissée dans la Ville de Kisangani nous a permis de mettre en échelle trois strates à partir desquelles s'est construit notre échantillon d'enquête à passages répétés.

Nous l'avons constitué par 240 ménages répartis en raison de 60 par commune sur une population totale de 39. 386 individus ménages (étant donné le nombre moyen des personnes par ménage et la population totale de la ville) soit 0.5 % de l'effectif total des ménages de la ville de Kisangani.

Nous avons procédé au tirage au sort dans chaque strate 60 ménages selon un certain nombre des caractéristiques préétablies. Il s'agit de critères basés sur le niveau d'instruction, la catégorie socio professionnelle, du salaire, des caractéristiques du logement, du quartier de résidence habituelle, de l'état-civil. Cette enquête s'est déroulée à deux temps durant les années 2016 et 2017 en suivant les deux cent quarante ménages en vue d'identifier leurs stratégies de lutte contre la crise. Entre les deux années de ce suivi, nous avons remarqué que la situation socioéconomique de différents ménages avait différemment évolué. C'est aussi pourquoi nous avons noté que les conditions socioéconomiques ne cessaient de se détériorer pour la plupart des ménages observés.

Dans ces conditions, comme le note René MWANIA KIBANZA pour la ville de KINDU (op.cit, p.83), force est de se poser des questions telles que : « comment ces ménages ont-ils réagi face à une telle situation ? Cette détérioration des conditions de vie a-t-elle entraîné des changements au niveau de la structuration des cellules familiales ?

Ainsi, les familles les plus vulnérables ont-elles recouru à la séparation d'avec certains membres du noyau familial ou encore ont-elles au contraire remis à jour la solidarité au point de les amener plutôt à s'ouvrir qu'à se replier sur soi ?

## **2. PRESENTATIONS DES RESULTATS**

### **2.1. Pauvreté et structuration de la famille à Kisangani dans un contexte de récession économique**

Au terme de nos deux enquêtes en 2016 et 2017 nous avons obtenu les résultats sur la crise économique et la structure de la famille dans un environnement de pauvreté endémique dans la Ville de Kisangani.

Ce qui nous permet de jauger à temps réel l'intensité de la crise économique et la profondeur de la pauvreté tout autant monétaire qu'humaine en suivant les trajectoires des structures familiales, sur la structuration de la cellule de la famille dans une ville moyenne comme celle de Kisangani, au centre-Est de la R.D.C.

Les indicateurs de la pauvreté que nous avons sélectionnés (revenu du ménage, les caractéristiques du logement, la catégorie socio professionnelle et le niveau d'instruction du chef de ménage) ont été combinés à d'autres indicateurs relatifs à la manière dont la famille se structure et se restructure en période de récession économique en R.D.C à travers la proportion de ménages étendus ainsi que celle de ménages extérieur au noyau familial.

Nos deux premiers tableaux portent sur la proportion des ménages étendus et la proportion des membres secondaires au noyau familial. Les résultats se présentent comme suit :

**Tableau 1. PROPORTION DES MENAGES ETENDUS (en pourcentage)**

Indicateur de pauvreté	Enquête 2016				Enquête 2017			
	MAKISO	MANGBO	TSHOPO	Ensemble	MAKISO	MANGBO	TSHOPO	Ensemble
Revenu par personne								
1. Plus de 30US\$	73	77	81	<b>77</b>	70	79	84	<b>78</b>
2. 20-30US\$	77	80	84	<b>80</b>	73	76	89	<b>79</b>
3. 10-20 US\$	81	86	91	<b>86</b>	80	88	95	<b>88</b>
4. Moins de 10US\$	85	88	96	<b>90</b>	87	90	97	<b>91</b>
<b>5. ENSEMBLE</b>	<b>78</b>	<b>85</b>	<b>92</b>	<b>85</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>94</b>	<b>87</b>
Niveau d'instruction de Chef de Ménage								
1. Supérieur	78	81	88	<b>82</b>	75	83	89	<b>85</b>
2. Secondaire	82	89	93	<b>97</b>	79	91	95	<b>89</b>
3. Primaire/Sans	87	93	97	<b>94</b>	89	95	97	<b>92</b>
<b>5. ENSEMBLE</b>	<b>78</b>	<b>85</b>	<b>92</b>	<b>85</b>	<b>80</b>	<b>88</b>	<b>94</b>	<b>87</b>
Catégorie socio Professionnelle Du Chef de ménage								
1. Sans emploi	71	73	75	<b>73</b>	73	76	79	<b>75</b>
2. Agriculteur	80	91	95	<b>90</b>	81	94	97	<b>93</b>
3. Commerçant et Artisan	76	80	93	<b>83</b>	77	81	95	<b>84</b>
4. Fonctionnaire	77	74	79	<b>75</b>	79	73	79	<b>74</b>
5. Employé du secteur privé								
6. Indépendant et profession libérale	78	80	90	<b>81</b>	78	79	87	<b>85</b>
<b>ENSEMBLE</b>	<b>81</b>	<b>85</b>	<b>94</b>	<b>88</b>	<b>83</b>	<b>89</b>	<b>95</b>	<b>90</b>
<b>ENSEMBLE</b>	<b>78</b>	<b>85</b>	<b>92</b>	<b>85</b>	<b>80</b>	<b>88</b>	<b>94</b>	<b>87</b>
Caractéristique du logement								
1. Logement avec robinet d'eau/ou latrine à fosse septique intérieure	75	79	80	<b>76</b>	71	76	77	<b>74</b>
2. Logement sans robinet d'eau/ou latrine à fosse septique intérieure	80	87	96	<b>92</b>	82	89	97	<b>95</b>
<b>3. Ensemble</b>	<b>78</b>	<b>85</b>	<b>92</b>	<b>85</b>	<b>80</b>	<b>88</b>	<b>94</b>	<b>87</b>



**Tableau 2. PROPORTION DES MEMBRES SECONDAIRES AU NOYAU FAMILIAL(en pourcentage)**

Indicateurs de pauvreté	Enquête 2016				Enquête 2017			
	MAKISO	MANGBO	TSHOPO	Ensemble	MAKISO	MANGBO	TSHOPO	Ensemble
Revenu par personne								
<b>1. Plus de 30US\$</b>	14	18	27	<b>20</b>	11	20	23	<b>18</b>
<b>2. 20-30US\$</b>	20	22	28	<b>23</b>	17	22	27	<b>22</b>
<b>3. 10-20 US\$</b>	28	25	32	<b>29</b>	30	25	30	<b>28</b>
<b>4. Moins de 10US\$</b>	26	32	36	<b>31</b>	28	32	34	<b>31</b>
<b>5. ENSEMBLE</b>	25	31	32	<b>28</b>	26	31	34	<b>30</b>
Niveau d'instruction du Chef du Ménage								
<b>1. Supérieur</b>								
<b>2. Secondaire</b>	18	22	27	<b>21</b>	15	20	27	<b>19</b>
<b>3. Primaire/Sans</b>	21	26	31	<b>25</b>	24	30	32	<b>28</b>
<b>5. ENSEMBLE</b>	27	34	37	<b>33</b>	28	35	39	<b>36</b>
	25	31	32	<b>28</b>	26	31	34	<b>30</b>
Catégorie socio professionnelle du Chef de ménage								
<b>1. Sans emploi</b>	26	29	31	<b>28</b>	26	31	33	<b>27</b>
<b>2. Agriculteur</b>	27	30	34	<b>31</b>	29	33	36	<b>34</b>
<b>3. Commerçant et Artisan</b>	25	26	31	<b>27</b>	22	26	34	<b>26</b>
<b>4. Fonctionnaire</b>	22	25	29	<b>24</b>	19	22	32	<b>21</b>
<b>5. Employé du secteur privé</b>	21	25	30	<b>23</b>	20	21	31	<b>22</b>
<b>6. Indépendant et profession libérale</b>	28	33	36	<b>33</b>	26	34	38	<b>36</b>
<b>ENSEMBLE</b>	25	31	32	<b>28</b>	26	31	34	<b>30</b>
Caractéristique du logement								
<b>1. Logement avec robinet d'eau et/ou latrine à fosse septique intérieure</b>	21	25	28	<b>24</b>	19	25	29	<b>22</b>
<b>2. Logement sans robinet d'eau ni latrine à fosse septique intérieure</b>	27	34	36	<b>33</b>	33	35	38	<b>35</b>
<b>3. Ensemble</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>30</b>

De l'examen des résultats de ces deux enquêtes il nous est loisible de constater et commenter de la manière ci-après ces deux premiers tableaux (1-2) :

**A. Pauvreté monétaire actuelle et structure de la famille dans la ville de Kisangani**

1. L'on pouvait compter dans la ville de Kisangani en 2016 et 2017 plus des ménages étendus dans des couches des populations à faible revenu monétaire que dans celles à une bonne aisance socioéconomique.

Ainsi, parmi les familles à haut revenu (plus de 30 \$ US par personne et par mois) la proportion des ménages étendus en noyau familial était de 77 % en 2016 et 78 % en 2017. Pendant la même période, c'est-à-dire durant les mêmes années on pouvait compter respectivement 90 % et 91 % des ménages étendus au noyau familial vivant avec moins de 10\$ USD par mois et par personne.

2. Le taux d'ouverture du noyau familial, dans l'ensemble, à des membres extérieurs évolue en sens contraire de celui de son niveau de vie mesuré par son revenu per capita.
3. Les membres secondaires (extérieurs) du noyau familial sont accueillis dans une forte proportion dans les ménages à faibles revenu. Ces ménages acceptent, en moyenne, plus des membres secondaires en leur sein que ceux qui jouissent d'une aisance socioéconomique. En 2016 et 2017, l'on comptait en moyenne 18% à 20% de membres secondaires dans les ménages disposant d'un revenu moyen supérieur à 30 \$ USD contre 31% les mêmes années chez ceux qui disposaient de faibles ressources pour vivre, soit moins de 10 \$ USD par personne.
4. L'ouverture de la cellule familiale à d'autres membres secondaires (extérieur) varie d'une commune à une autre dans la ville de Kisangani.

Les communes de MANGOBO et TSHOPO caractérisées comme semi-rurales et à faible revenu par ménage et par personne sont celles qui acceptent des membres extérieurs du noyau familial dans une grande proportion.

**B. Pauvreté humaine actuelle et structure de la famille en période de crise économique dans la Ville de Kisangani**

La fréquence des ménages étendus et la proportion des membres secondaires au noyau familial selon le niveau d'instruction et la catégorie socio professionnelle du chef de ménage ainsi que les caractéristiques de logement viennent conformer les différences de comportement en matière d'accueil des étrangers au noyau familial des ménages à Kisangani. C'est pourquoi il revient de faire les constants suivants :

5. Le niveau d'instruction du chef de ménage est un facteur qui facilite l'ouverture de sa famille à des membres extérieurs. En effet, entre 2016 et 2017, selon les données de nos deux enquêtes, il y avait en moyenne 15 à 27 % de membres secondaires au noyau familial dans les ménages dont le chef avait le niveau d'études supérieur à Kisangani. Plus on est instruit, moins on est enclin à accepter des membres secondaires au noyau familial.

6. Quant à la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, elle apparaît forcément déterminante comme un facteur discriminant dans l'accueil des personnes étrangères au noyau familial. Sur notre échantillon, ce sont les travailleurs indépendants (débrouillards) et les agriculteurs qui acceptent facilement dans leurs ménages plus des membres extérieurs, alors que les fonctionnaires et les employés du secteur privé se montrent moins enclins à accueillir les membres secondaires à leurs noyaux familiaux.

7. Par rapport à l'accès aux services liés à l'hygiène (installations sanitaires), à l'eau et à l'énergie électrique, notre enquête révèle que 82% en 2016 et 95% en 2017 des ménages ne disposaient pas d'installations sanitaires, de robinet d'eau courante dans leurs habitations, et/ou n'étaient pas desservis en énergie électrique.

8. Les chefs des ménages les plus instruits qui appartiennent aux catégories socioprofessionnelles supérieures et habitant des maisons disposant des commodités modernes se montrent farouchement hostiles à l'égard de membres extérieurs à leurs noyaux familiaux.

9. Comparativement, et, en considérant les indicateurs de la pauvreté, il apparaît que les différences de comportement des ménages dans l'accueil des membres au noyau familial demeurent réelles d'une commune à l'autre dans la Ville de Kisangani. Les ménages de la commune de Mangobo sont plus accueillants et solidaires aux membres extérieurs à leurs noyaux familiaux.

### **C. Pauvreté et trajectoire des structures familiales d'une enquête à l'autre dans la Ville de Kisangani**

En vue de garantir la fiabilité des données dans la perspective comparative, notre enquête a été menée à deux temps : en 2016 et 2017. L'avantage, nous a-t-il semblé, était de saisir les faits étudiés en train de se dérouler. Surtout que les faits constitutifs de l'enquête (crise socioéconomique, crise monétaire, modifications des structures des cellules familiales, la misère urbaine) changent au fil de temps, d'année en année. En fait, cela nous permet de suivre chaque ménage en vue de reconstituer la trajectoire de sa structure familiale d'une date à une autre. Ce qui permet, - là même, d'identifier et d'interpréter les comportements des ménages concernés dans la Ville de Kisangani lorsqu'ils sont confrontés à la crise aussi bien économique que sociale. Selon René MWANIA KIBANZA (op.cit, p.86) « il ya crise de modernité lorsque les conditions de vie changent, ce qui est souvent le cas en situation de crise économique. »

Or, il faut retenir qu'entre 2016 et 2017 le pouvoir d'achat subséquent au pouvoir de revenu des ménages de l'échantillon ci-dessus considéré avait baissé. En effet, en 2016 le revenu annuel moyen d'un ménage de 14 personnes était de 149,75 \$ US dans la Ville de Kisangani ; en 2017 ce revenu était tombé à 123 \$ US.

Considérant ainsi les paramètres ravageurs de l'inflation et surtout le taux de la dépréciation du Franc congolais, force et de constater que le pouvoir d'achat des ménages de la Ville de Kisangani avait baissé de plus de 12,7 % en 12 mois.

A ce niveau de l'analyse, il nous paraît utile de nous poser quelques questions relatives à cette dégradation des conditions socioéconomiques selon les gagnants et les perdants, c'est-à-dire ce que seraient leurs comportements respectifs. En d'autres termes, comment les ménages de Kisangani ont-ils réagi à cette baisse du pouvoir d'achat ? Ceux qui

ont perdu leur pouvoir d'achat se sont-ils séparés de leurs membres secondaires ou ont-ils adopté des attitudes répulsives vis-à-vis des membres extérieurs à leurs noyaux familiaux. Se sont-ils, par exemple, davantage ouverts aux membres extérieurs afin de faire jouer la solidarité, « sinon bénéficier des économies d'échelle ? »

Ces questions trouvent leurs réponses dans les données recueillies aux tableaux 3-4 et qui révèlent ce qui suit :

10. Plus la crise est accrue, plus le nombre des ménages à haut revenu tend à diminuer. Comme la crise a tendance à accélérer le processus de nucléarisation de leurs cellules familiales sous l'action des forces centrifuges, c'est-à-dire répulsives, cette tendance s'observe également au niveau du poids des membres extérieurs quant à leurs effectifs.

11. Notons que la tendance à la nucléarisation s'observe en règle générale lorsque le pouvoir d'achat chute, mais elle reste moins prononcée dès lors que les ménages de la Ville de Kisangani vivaient en 2016 dans un état de précarité avancée (crise économique combinée à la crise politique).

12. Les gagnants et les perdants adoptent différemment leurs comportements vis-à-vis des membres qui veulent intégrer leurs noyaux familiaux. Toutefois, vers la fin de l'année 2016 à la suite de troubles liés au climat politique malsain ayant entraîné une résurgence de l'insécurité dans la Ville de Kisangani, ces ménages de tous les bords accueillirent de moins en moins des membres extérieurs qui ne tardèrent pas à émigrer vers l'hinterland aussi bien proche que lointain de la Ville de Kisangani.

**Tableau 3 : PROPORTION DES MENAGES ETENDUS PAR NIVEAU DE REVENU ET PAR COMMUNE DE RESIDENCE EN VARIATION ABSOLUE (Enquête 2016-2017)**

Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune de MAKISO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	-3	-5	-3	
20 à 30 US\$	2	-4	-1	2
10 à 20 US\$	1	2	-1	4
Moins de 10 US\$				2
Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune de MANGOBO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	2		3	4
20 à 30 US\$	1	3	2	3
10 à 20 US\$	1	-4		
Moins de 10 US\$				
Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune de TSHOPO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	3	2	2	1
20 à 30 US\$	2	5	4	5
10 à 20 US\$	3	3	4	5
Moins de 10 US\$			6	1

**Tableau 4 : PROPORTION DES MEMBRES SECONDAIRES AU NOYAU FAMILIAL PAR NIVEAU DE REVENU ET PAR COMMUNE DE RESIDENCE HABITUELLE EN VARIATION ABSOLUE (Enquête 2016-2017)**

Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune MAKISO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	-3	-4	0	
20 à 30 US\$	-1	-3	1	1
10 à 20 US\$	-2	-1	2	1
Moins de 10 US\$			3	2

Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune MANGOBO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	2	1		
20 à 30 US\$	-1	0	-2	
10 à 20 US\$	1	2	-1	3
Moins de 10 US\$			1	2

Niveau de revenu mensuel par personne au foyer	Commune THSOPO			
	Plus de 30 US\$	20 à 30 US\$	10 à 20 US\$	Moins de 10 US\$
Plus de 30 US\$	-4	-2		
20 à 30 US\$	-2	-1	-3	3
10 à 20 US\$	-1	1	-2	2
Moins de 10 US\$			-1	-2

## CONCLUSION

L'étude sur la restructuration de la famille dans la ville de Kisangani pendant la récession économique renseigne que la crise des conditions socioéconomiques à travers la précarisation de la population qu'elle entraîne, conduit les ménages à se restructurer différemment selon leur statut et la gravité de perte de pouvoir d'achat que la crise leur fait subir.

Selon les théoriciens de modernisation économique qui cherchent à comprendre pourquoi et comment le développement économique façonne les structures familiales, il fallait à tout prix s'appesantir sur plusieurs types de rapports, notamment la mobilité sociale et spatiale de citoyens, la monétarisation des rapports de production et des rapports sociaux, l'émancipation et l'instruction (des membres de ménages). Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, ce sont les ménages aisés qui, pendant la crise socioéconomique, sont peu accueillants ; par contre, les ménages démunis font tout pour s'unir afin d'affronter

les aléas et les difficultés d'existence qu'apportent la crise des conditions d'existence. Nous avons plutôt constaté dans la Ville de Kisangani que même les ménages plus ou moins aisés finissent par élargir leurs cellules familiales dès que se contractent les contraintes de budgets familiaux et/ou l'augmentation de revenus.

Nous ne pensons pas que la nucléarisation de la famille soit un remède qui combatte la crise que subissent les familles en Afrique noire pour des raisons idéologiques évidentes : la famille en Afrique est, par excellence, de nature fondamentalement différente du ménage. Il existe, enfin, une corrélation entre la proximité de l'hinterland (la campagne) à la ville et les structures des ménages.

En fait, les contacts permanents entre la ville et les villages font que les ménages résistent aux pesanteurs des effets de l'urbanisation. Et comme la Ville de Kisangani se trouve au centre de mouvements pendulaires importants des populations aussi bien rurales qu'urbaines, le constant est que les ménages dans cette ville y demeurent largement étendus et ont, par là-même, développé une incroyable capacité de résilience.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Balandier, G. (1963.), *Sociologie de l'Afrique noire. Dynamique Sociale en Afrique centrale*, P.U.F, Paris.
- Balandier, G. (1974.), *Anthropo-logiques*, PUF, Paris.
- Bartoli, H. (1999), *Repenser le développement. En finir avec la pauvreté*, Paris, Economica.
- Bongeli, Yeikelo, (2009), *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, Paris, l'Harmattan.
- Boral, P.(1985), Lanteri, J.F., Olivier de Sardan, J.P., *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noires. Sciences sociales et développement rural*, Karthala, Paris,
- Hirschman, A.O. (1964), *La stratégie du développement économique*, Paris, Editions ouvrières.
- Kalecki, M. (1965), *Theory of Economic Dynamics : an essay on cyclical and long-turn changes in capitalist economy*, Allen and Unwin, London.
- Kasereka, Kanyere,( 1999), *Pauvreté et stratégie de survie de la femme à Kisangani*, Mémoire, Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kisangani, Kisangani.
- Kawayi, Yuma Lombe,(2018) , *Pauvreté, production de l'espace et contradictions des urbanités à Kisangani*, Mémoire de D.E.S en Anthropologie (Projet), Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kisangani, Kisangani.
- Le Bris, E., A. Osmont et al. (1987), *Famille et résidence dans les villes africaines*, Paris, L'harmattan.
- Mwania Kibanza, R. (2006), *Développement urbain, Développement rural et Stratégie de lutte contre la pauvreté : le cas de la RD Congo*, Thèse de doctorat de Sciences économiques, Université Paris Dauphine.

- Mwania Kibanza, R. (2012), *Crise économique, pauvreté et structuration des cellules familiales dans les villes moyennes en Afrique*, in la revue La Découverte, Revue scientifique interdisciplinaire n° 1, Octobre-Décembre, p. 68-90.
- Nurke, R. (1968), *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous développés*, Paris, Cujas, 1<sup>ère</sup> édition (1953).
- Opango, A. (2009), *La pauvreté et la structuration de la famille dans la ville de Kindu*, Travail de fin de premier cycle universitaire, Université de Kindu.
- Parsons, T. (1955), «Le système de parenté dans les Etats-Unis d'aujourd'hui », *Elément pour une sociologie de l'action*, Plon, Paris.
- Vimard, P. (1998), « Transition démographique et familiale : une relecture des théories à la lumière de la crise », in F. Gendreau (dir.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du sud*, Paris, Estom, pp. 81-98.
- Verhaegen, B., (1975), *Kisangani, Histoire d'une ville (1876-1976), tome 1 : la population*, P.U.Z, Kisangani.
- Verhaegen, B., (1990), *Femmes zaïroises de Kisangani : combat pour la survie*, l'harmattan et C.H.A, Paris.
- Wakam, J. (1995), « L'impact du développement socio-économique sur les structures familiales au Cameroun. Essai d'évaluation à partir des données sur les ménages », Papier présenté au séminaire de Lomé du 4 au 9 Décembre 1995 sur *Ménage et famille en Afrique : bilan, enjeu et perspective de la recherche*, 30 p.
- Wakam, J. (1996), « Modernisation et nucléarisation familiale en Afrique. Cas du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal », *Papier préparé pour la chaire Quételet 1996*, du 21 au 23 octobre à Louvain-la-Neuve, Belgique, 32 p.
- Wakam, J., M. Rwenge, M. Kuépié (1998), « Pauvreté et structures familiales dans trois métropoles africaines : Yaoundé, Abidjan et Dakar », (dir.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du sud*, Paris, Ed. Estern, p. 167-182.
- Yaaya, Liagologa, (2006), *Pauvreté absolue et pauvreté relative à Kisangani*, Mémoire de D.E.S, Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kisangani, Kisangani.
- Yaaya, Liagologa, (2009), *De la culture de la pauvreté à Kisangani. Recherche des thérapeutiques étiologiques*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kisangani, Kisangani.